

LA RÉVISION ET LA DÉNONCIATION D'UNE CONVENTION COLLECTIVE EN ENTREPRISE

LA RÉVISION

La révision d'un accord d'entreprise / établissement : **L1226-7-1 du Code du travail**.

⇒ Distinction une révision pendant le cycle électoral ou à l'issue du cycle électoral.

→ Jusqu'à la **fin du cycle** au cours duquel cette convention ou cet accord a été conclu, une ou plusieurs **organisations syndicales de salariés représentatives** dans le champ d'application de la convention ou de l'accord **et signataires ou adhérentes** de cette convention ou de cet accord.

→ À l'issue de cette période, une ou plusieurs **organisations syndicales de salarié représentatives** **dans** le champ d'application de la convention ou de l'accord.



L'avenant doit respecter les règles relatives à la validité de la convention initiale

- L'accord d'entreprise ou d'établissement doit être signé par des organisations syndicales représentatives ayant recueilli au moins 50% des suffrages exprimés aux dernières élections.
- Il ne peut y avoir d'opposition à la majorité des syndicats représentatifs.

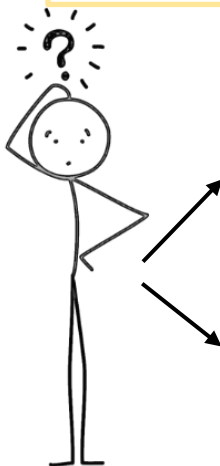


Dès lors que la révision répond à toutes les conditions, les dispositions sont applicables automatiques. Les anciennes dispositions cessent donc d'être appliquées (et ce, même si elles étaient plus favorables).

LA DÉNONCIATION, L1226-9



- Un accord collectif peut disparaître par l'arrivée de son terme (il est donc **déterminé**). Il ne peut être dénoncé.
- À défaut de mention, l'accord aura une durée de 5 ans.
- Un accord peut également être à durée indéterminée s'il est mentionné. Il pourra être dénoncé.



Qui peut dénoncer un accord ?

Dénonciation par l'**ensemble des signataires** (toute la partie patronale et toute la partie salariale : **dénonciation efficace**).

La convention cesse de produire effet au jour de l'entrée en vigueur de l'accord ou de la convention qui lui est **substitué** ou, un an après **l'expiration du délai de préavis**, **L2261-10**.

Si la convention a été étendue, l'arrêté d'extension devient caduc et la convention collective cesse de produire effet, **L2261-28**.

Une **partie des signataires** (partie patronale ou partie salariale) dénonce la convention (**dénonciation dite inefficace**), **L2261-11** :

- Premier cas d'une dénonciation inefficace par des employeurs
- La dénonciation ne fait Ø obstacle au **maintien en vigueur de la convention ou de l'accord entre les autres parties signataires**.
- Les dispositions de la convention continuent de **produire effet à l'égard des auteurs de la dénonciation jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention ou de l'accord** qui lui est **substitué** ou à défaut pendant une durée d'un an à compter de l'expiration du **délai de préavis** sauf clause prévoyant une durée déterminée supérieure.

- Lorsque la dénonciation émane que d'une partie des organisations syndicales employeur : la **convention reste applicable aux employeurs membres des organisations syndicales** qui **ne l'ont pas dénoncée**.
- Lorsque la dénonciation est le fait d'une partie seulement des **organisations syndicales de salariés**, elle n'a **aucun effet quant à la situation des salariés**. La convention collective leur reste applicable.
- o Deuxième cas : Dénonciation par une partie des signataires salariés : dénonciation en principe « inefficace »

La convention collective continue à s'appliquer, même si les syndicat signataires restants représentent moins de 50% des suffrages à moins qu'un syndicat signataire restant perde sa représentativité.

Dans ce cas, une dénonciation efficace est possible : les organisations syndicales représentatives peuvent valablement dénoncer l'accord si elles ont recueilli la majorité des suffrages (article L. 2261-10 al. 4).